

# LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**  
des syndicats de l'enseignement public

N°373  
2 Avril 2025  
ISSN 1245-0286

**Motions du courant Front Unique, soumises au Conseil national de la FSU, le 26 mars 2025**

## **Présentation de la motion FU : A bas l'Union nationale !**

Macron brandit la menace de guerre pour justifier l'explosion des dépenses d'armement. Aussi est-il déterminé à dévaster les acquis sociaux. Dans son allocution télévisée, Macron a demandé aux représentants des organisations syndicales leur concours dans cette voie. Les directions des organisations syndicales du mouvement ouvrier doivent refuser de l'aider et dénoncer cet appel à l'union nationale.

Il faut s'arrêter sur les retraites : C'est dans le prolongement de l'allocution de Macron que Bayrou a mis fin au faux suspense sur la possibilité d'un retour aux 62 ans. Désormais le rôle que le gouvernement assigne aux représentants des organisations syndicales c'est la préparation d'une nouvelle contre-réforme. Ainsi depuis des semaines fusent des préconisations pour reculer encore l'âge de départ à la retraite : 65 ; 66 voire 70 ans, à l'image du Danemark au nom de l'augmentation massive du budget militaire dans ce pays.

Qui peut s'étonner que le président du COR participe à cette campagne ? La fonction du COR a toujours été de justifier les contre-réformes successives. En conséquence, les représentants des organisations syndicales, devraient boycotter le COR.

Le « conclave »-retraites déjà affaibli par les propos de Bayrou est désormais en sursis depuis son boycott par la CGT faisant suite à celui de FO. Le 19 mars, avait lieu une concertation sur les retraites de la Fonction publique, boycottée par FO, CGT et Solidaires. Comment, les représentants de notre fédération ont-ils pu se rendre avec la CFDT et l'UNSA à ce conclave-bis ? Et ce, alors que Bayrou a clairement indiqué que les retraites des fonctionnaires sont dans son collimateur. Notre direction fédérale a-t-elle décidé de privilégier un retour à la configuration PPCR (CFDT-UNSA-FSU) ? Est-ce cela la « maison commune » ?

Face à un gouvernement qui brandit le dialogue social comme une arme de destruction massive des conquêtes sociales, notre fédération doit rompre avec lui et boycotter ses concertations dont le conclave-bis.

Elle doit affirmer : A bas le « réarmement » ! A bas l'Union nationale ! Bas les pattes devant les acquis sociaux ! Elle doit œuvrer à constituer un front uni des organisations syndicales contre le gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau sur ces mots d'ordre.

## **Motion : A bas l'Union nationale ! Front uni contre le gouvernement et ses projets !**

Macron a décrété sa volonté de doubler à court terme le budget des armées. Dans ce but, le gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau a décidé de lancer une offensive brutale contre les retraites, la Sécu, l'assurance-chômage, la Santé, l'éducation, l'Université et l'ensemble des budgets sociaux. Pour parvenir à ses fins, Macron exhorte les responsables syndicaux à lui apporter leur concours.

La responsabilité de notre fédération est d'abord de rejeter toute Union nationale et tout soutien à la politique de réarmement.

La FSU doit rompre toutes les concertations avec le gouvernement, à commencer par le conclave-bis sur les retraites de la fonction publique.

Notre fédération doit œuvrer à la constitution d'un front uni des organisations syndicales contre le gouvernement et ses projets de guerre contre les acquis ouvriers.

(Pour : 4 / Contre : 86 / Abstentions : 17 / Refus de vote : 5)

## **Présentation de la motion FU : Inconditionnellement du côté du peuple palestinien**

Plus de 50 000 morts dont au moins 14 000 enfants, plus de 100 000 blessés par plus de 30 000 bombes. Voilà le bilan aujourd'hui de la politique de Netanyahu en Palestine. Et ce n'est pas terminé. Netanyahu a été parfaitement clair : « ce qui s'est passé à Gaza n'est que le début, les négociations ne se dérouleront plus que sous le feu ». En France, les lobbyistes sionistes appellent au massacre, justifient l'usage de la famine et de la soif comme armes de guerre sans que cela ne fasse l'objet d'une quelconque campagne de dénonciation.

Le texte Action indique qu'il faudrait peser sur le gouvernement français et faire respecter le droit international. Mais qui peut encore croire à cela ? L'État français n'a-t-il pas soutenu la barbarie en Palestine sans discontinuer depuis 18 mois ? Cette position revient à interdire toute mobilisation contre la politique de

Macron. Le droit international n'a pas empêché Israël d'affamer la population de Gaza, de lui interdire l'accès à l'eau ou d'intensifier la colonisation en Cisjordanie, chassant au moins 37 000 personnes pendant le cessez-le-feu. Il n'a pas interdit non plus la reprise des massacres avec le soutien entier des USA, ni le prolongement et l'intensification des offensives de Tsahal au Liban et en Syrie. Rien ne doit pouvoir arrêter l'agenda sioniste. Tous les soutiens d'Israël veillent au grain. Toute opposition doit être bâillonnée, en Europe ou aux USA, en particulier avec des poursuites contre les étudiants ou les universités qui respectent encore le droit à la libre expression de leurs étudiants. Les coopérations universitaires doivent se poursuivre quoi qu'il en coûte, comme la vente de matériel militaire. Ainsi en va-t-il des intérêts de la bourgeoisie française.

La place du mouvement ouvrier n'est pas de formuler des suppliques aux impérialismes. Il est de se placer inconditionnellement aux côtés du peuple palestinien en organisant le boycott généralisé de l'état colonial et raciste d'Israël, en particulier le boycott universitaire qui entre dans le champ d'action de notre fédération.

---

### Motion : **Inconditionnellement du côté du peuple palestinien**

Depuis plus d'un an et demi, Israël fait pleuvoir un déluge de bombes sur Gaza et multiplie les exactions criminelles en Cisjordanie avec le soutien entier des gouvernements français successifs.

Le CDFN de la FSU se tient inconditionnellement du côté du peuple palestinien :

- condamne le génocide perpétré à Gaza et la politique coloniale israélienne en Cisjordanie

- se prononce pour le boycott d'Israël dans tous les domaines, et notamment le boycott académique.

(Pour : 5 / Contre : 73 / Abstentions : 18 / Refus de vote : 18)

---

### **Présentation de la motion FU : Contre la répression des militants pro-palestiniens**

A Gaza, en Cisjordanie, l'État colonial d'Israël poursuit sans relâche sa guerre génocidaire contre les Palestiniens, et partout la répression contre les militants pro-palestiniens se durcit.

Aux États-Unis, le ministère de l'éducation a déclaré avoir envoyé des lettres à 60 établissements supérieurs, les menaçant de sanctions s'ils ne remplissaient pas leurs obligations « *de protéger les étudiants juifs* », tout le monde sait traduire, c'est-à-dire « *leur obligation d'interdire toutes manifestations pro-palestiniennes.* » Ainsi l'administration Trump a taillé dans les subventions fédérales de l'université Columbia, l'une des plus prestigieuses universités du monde en recherche médicale, parce qu'elle a été l'épicentre des manifestations arabo-palestiniennes au printemps 2024, et qu'elle est accusée d'inaction face « *à des actes antisémites* ».

L'un de ses leaders étudiants, Mahmoud Khalil, a été raflé à la sortie d'un restaurant, incarcéré et menacé d'expulsion en vertu d'une loi datant de l'époque du maccarthysme. La jeunesse américaine se mobilise, révoltée à juste titre par le massacre des Palestiniens ; elle s'identifie à ce leader palestinien injustement condamné. Enseignants et étudiants manifestent pour demander sa libération et en font un symbole de la lutte contre la politique dévastatrice de Trump.

C'est le devoir du mouvement ouvrier international de se porter à leurs côtés en demandant la libération immédiate du militant palestinien Mahmoud Khalil et donc du devoir de notre fédération. Mais Trump n'est pas seul, partout en Europe, le soutien aux Palestiniens contre la barbarie d'Israël est traité comme un crime. Macron n'est pas en reste. A Sciences Po Paris, une cinquantaine de procédures disciplinaires sont en cours contre des étudiants pour ces raisons. Leurs enseignants se trouvent naturellement à leurs côtés. 80 d'entre eux ont signé une pétition de soutien. Cependant ils se taisent en raison des pressions, une seule chercheuse a osé s'exprimer publiquement. A l'École des Mines aussi, les étudiants pro-palestiniens sont mis sous pression par la direction de l'établissement.

La position de notre fédération doit être sans ambiguïté du côté des étudiants en butte à la répression, pour la libération immédiate du militant palestinien Mahmoud Khalil et pour la levée de toutes les sanctions prises contre des étudiants pro-palestiniens en France, en particulier à Paris, à Sciences Po et à l'École des Mines.

---

### Motion : **Contre la répression des militants pro-palestiniens**

En France comme ailleurs s'accroît la répression des militants pro-palestiniens, en particulier à l'Université. Le CDFN de la FSU exige :

- la libération immédiate du militant palestinien Mahmoud Khalil aux USA ;

- la levée de toutes les sanctions prises contre des étudiants pro-palestiniens en France, en particulier à Paris, à Sciences Po et à l'École des Mines.

(Pour : 6 / Contre : 60 / Abstentions : 21 / Refus de vote : 24)